

AUTEUR
Samuel RUFAT

Roşia Montană, marges et cyber-activisme environnemental: quand les montagnes roumaines s'invitent au siège des multinationales canadiennes

RÉSUMÉ

L'activisme environnemental s'est emparé d'espaces d'action spontanée en expérimentant d'autres façons d'habiter les territoires, de résister aux injonctions politiques et/ou aux impératifs économiques, ce qui alimente la controverse autour d'internet et des réseaux sociaux numériques comme nouvelle arène permettant aux marges de réinvestir les centres, en donnant de la visibilité aux actions et aux discours sous-représentés dans les médias traditionnels. « Sauvons Roşia Montană » est la mobilisation la plus longue depuis 1989 en Roumanie, contre la multinationale canadienne Gabriel Resources et son projet de plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Europe, impliquant de raser une partie du village et d'utiliser du cyanure pour extraire les métaux. Les outils numériques ont joué un rôle clé en facilitant les changements d'échelle, à partir des marges, jusqu'à la coordination à l'échelle globale d'une multitude de protestations locales ciblées et une mobilisation des activistes canadiens, pour faire porter les revendications jusqu'au siège social de la multinationale à Toronto.

MOTS CLÉS

global, local, marges, numérique, activisme, conflit

Roşia Montană, Margins and Environmental Cyber-Activism: When Romanian Mountains Invade the Headquarters of Canadian Multinationals

ABSTRACT

Environmental activism has seized spaces for spontaneous action, experimenting with other ways of inhabiting territories, resisting political and/or economic imperatives. Current research on the role of digital tools in citizen mobilisations is controversially fuelling the notion that the Internet and digital social networks are a new arena allowing the margins to reinvest the centres, giving visibility to actions and discourses under-represented in traditional media. The "Save Roşia Montană" mobilisation is the longest protest since the return of democracy in Romania, against the Canadian multinational Gabriel Resources and its plan to build Europe's largest open-pit gold mine, which would involve razing part of the village to the ground and using cyanide to extract the metals. Digital tools have played a key role in facilitating a change of scale from the margins to the global coordination of a multitude of targeted local protests and the mobilisation of Canadian activists to take their demands to the multinational's headquarters in Toronto.

KEYWORDS

Global, Local, Margins, Digital, Activism, Protest

Roşia Montană, márgenes y ciber-activismo ambiental: cuando las montañas rumanas se invitan a la sede de las multinacionales canadienses

RESUMEN

El activismo ambiental ha tomado espacios para la acción espontánea, experimentando otras formas de habitar los territorios, resistiendo a los mandatos políticos y/o a los imperativos económicos. Lo que alimenta la controvertida idea de que Internet y las redes sociales digitales son un nuevo ruedo que permite a los

márgenes reinvestir los centros, dando visibilidad a acciones y discursos poco representados en los medios tradicionales. La movilización “Salvemos Roşia Montană” es el movimiento de protesta más largo desde el retorno de la democracia en Rumanía, contra la multinacional canadiense Gabriel Resources y su plan de construir la mayor mina de oro a cielo abierto de Europa, lo que implicaría arrasarse parte del pueblo y utilizar cianuro para extraer los metales. Las herramientas digitales han desempeñado un papel clave para facilitar los cambios de escala desde los márgenes hasta la coordinación global de una multitud de protestas locales específicas y la movilización de activistas canadienses para llevar sus demandas hasta la sede de la multinacional en Toronto.

PALABRAS CLAVES

Global, local, márgenes, digital, activismo, protesta

L'activisme environnemental s'est emparé de pratiques et d'espaces d'action spontanée ou « directe », en expérimentant d'autres façons d'habiter les territoires, de résister aux injonctions politiques et/ou aux impératifs économiques (Blanc *et al.*, 2017). L'eupéanisation des injonctions à la transition énergétique ou environnementale, à la résilience ou l'adaptation, à la compétitivité des territoires sont à l'origine de résistances voire de conflits (Sébastien *et al.*, 2019), sur les modalités du choix des territoires et des projets, l'accès à la prise de décision, la monétarisation ou la privatisation de la nature, la répartition des ressources, des aménités, des externalités négatives et des risques ou, lors de l'affrontement entre logiques de préservation, d'adaptation ou de transformation (Pailloux & Ripoll, 2019). Les outils numériques, l'*open data* et de nouveaux dispositifs sociotechniques de participation et de collaboration au croisement des tournants numérique et participatif permettent des changements d'échelle (Cardon *et al.*, 2014), par la coordination des actions (comme contre les « grands projets inutiles et imposés » – GPII à l'échelle européenne), la mise en commun des ressources (Anonymous & Rufat, 2015), la mobilisation, les interactions, influences et coordination entre les acteurs *via* les plateformes collaboratives et les réseaux sociaux numériques (Antolinos-Basso *et al.*, 2018). Ils participent de l'expérimentation de nouveaux modes de gouvernance et de gestion des territoires (Douay, 2014). Depuis quelques années, les recherches sur le rôle des outils numériques dans les mobilisations citoyennes et conflits environnementaux alimentent l'idée qu'internet et les réseaux sociaux forment une nouvelle arène qui permet aux marges de réinvestir les centres, en donnant de la visibilité aux actions et aux discours sous-représentés dans les médias de masse traditionnels (Mabi, 2016). Mais cette promesse d'une « démocratie internet » oppose en fait un positionnement enthousiaste sur les cyber-mobilisations environnementales et la mise en œuvre d'une intelligence collective des « médiactivistes » (Cardon *et al.*, 2014) à des conclusions plus pessimistes, qui pointent le peu d'effets des pratiques « en ligne » sur les décisions politiques et soulignent le risque de voir perdurer les inégalités de ressources entre acteurs et le maintien des positions des groupes dominants. Ces controverses semblent rejouer les débats des années 1990 autour de la « mondialisation heureuse » vue comme un processus d'homogénéisation et la promesse que la mise en réseau globale de tous les lieux du monde abolirait les distances, le temps, les frontières, les disparités, etc. alors qu'elle est à l'opposé un vecteur de différenciation spatiale et temporelle des territoires et des sous-espaces régionaux, où émergent des pôles, des zones grises, des marges (Choplin *et al.*, 2018). Ce télescopage est stimulant parce que, de Notre-Dame-des-Landes (Mabi, 2016) à la forêt de Hambach en Allemagne, en passant par Trgovska Gora à la frontière entre Croatie et Bosnie, le Val di Susa dans les Alpes (Sébastien *et al.*, 2019) ou le village de Baranów en Pologne, de nombreux conflits et mobilisations découlent justement de la valorisation des discontinuités territoriales par les dynamiques de la mondialisation et/ou de la mise en réseau des territoires, mais aussi parce qu'ils se développent sur des territoires à la marge et que les activistes mobilisent les outils numériques pour essayer de les replacer au cœur des débats. Alors comment en Europe les disparités sociales, politiques et environnementales, les inégalités à différentes échelles alimentées par les processus de mondialisation ont-elles des effets sur l'émergence de résistances, de conflits, sur les capacités des groupes à se mobiliser depuis les marges pour la transformation des territoires? Quel est alors le rôle des outils numériques au sein de ces mobilisations et conflits. Comment permettent-ils d'articuler le local et le global, le virtuel et le présentiel, les marges et les centres du pouvoir? Et, sans succomber à l'optimisme technique, ces outils, cyber-mobilisations et conflits multiscalaires conduisent-ils à remettre les marges au cœur de la (ré)invention des territoires, ou au moins à peser sur les processus de prise de décision et à contrarier les configurations territoriales héritées?

Après la vallée de la Suse en 2011, puis Notre-Dame-des-Landes en 2012, le Forum européen contre les « grands projets inutiles et imposés » (GPII) s'est tenu à Roşia Montană en Roumanie en 2014. La mobilisation « Sauvons Roşia Montană » est l'un des mouvements de contestation les plus longs depuis le retour de la

démocratie en Roumanie. Mais si le conflit a émergé dans les marges, à toutes les échelles, dans un village de montagne, dans les Monts Apuseni, à l'extrémité des Carpates, en Transylvanie, qui a longtemps été une marche entre la Hongrie et la Roumanie, dans une Roumanie longtemps éloignée des centres européens, ce n'est qu'avec l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007, puis le soutien des grandes associations environnementales internationales, et enfin la mobilisation de la diaspora roumaine à l'échelle globale (Anonymous & Rufat, 2015) que le conflit a trouvé les leviers d'une mobilisation de grande ampleur permettant de peser sur les décisions politiques et territoriales (Velicu & Kaika, 2017). Même s'il existe des mines de métaux précieux depuis l'Antiquité dans la région, Roșia Montană accueille encore les plus grandes réserves d'or et d'argent non exploitées en Europe. En 1997, la multinationale canadienne Gabriel Resources, basée à Toronto, plus tard rebaptisée Rosia Montana Gold Corporation (RMGC), obtient une concession pour exploiter la plus grande mine à ciel ouvert d'Europe, en rasant une partie du village et de la montagne et en utilisant du cyanure pour extraire les métaux.

En 2000, la catastrophe de Baia Mare, plus au nord, à la frontière entre la Roumanie, la Hongrie et l'Ukraine, qualifiée de « pire désastre écologique en Europe de l'Est depuis Tchernobyl » est un accident minier : la société australienne d'exploitation aurifère Esmeralda Exploration déverse accidentellement 100 000 tonnes de cyanure dans la Tisza et le Danube suite à la rupture d'un barrage qui contenait des eaux contaminées, empoisonnant le Danube jusqu'à Belgrade en Serbie (Velicu *et al.*, 2017). Les habitants de Roșia Montană prennent conscience du danger et commencent à s'opposer au projet en avançant que la mine à ciel ouvert conduirait également à la destruction d'un millier de maisons et d'églises, de nombreux sites inscrits au patrimoine national, dont des galeries minières datant de l'ère romaine. En 2002, ils créent Alburnus Maior, une association pour défendre leur mode de vie, leurs droits et leur identité, contester les conditions discutables de l'appel d'offres remporté par Gabriel Resources 1997 et alerter la population sur les effets environnementaux du cyanure. Mais Gabriel Resources réagit en saturant les médias pour gagner le monopole sur le discours légitime, en faisant passer Roșia Montană pour un village pauvre, isolé et troublé, dernier bastion de communistes nostalgiques et/ou communauté manipulée par les écologistes occidentaux, tout en assenant que la mine est la seule piste de développement pour la région et que seul ce développement pourra dégager les ressources nécessaires pour protéger l'environnement (Velicu *et al.*, 2017). Dans le contexte d'intégration de la Roumanie à l'Union européenne et avec la transcription du droit européen, les recours juridiques portent leurs fruits : en 2007 les tribunaux roumains ordonnent la suspension du projet et des études d'impact complémentaires.

Le conflit environnemental connaît une nouvelle accélération en 2012, lorsque le nouveau gouvernement décide de faire du projet une « priorité nationale » pour passer outre la préservation du patrimoine et de l'environnement, sous pression de la multinationale canadienne qui a entamé plusieurs procès. Les militants mobilisent les outils numériques et les nouveaux dispositifs sociotechniques de participation et de collaboration pour changer d'échelle, d'abord en organisant des manifestations dans les grandes villes de Transylvanie puis à Bucarest, capitale de la Roumanie, ensuite en attirant l'attention des grandes ONG internationales comme Greenpeace, Mining-Watch, WWF, Friends of the Earth, Icomos, Europa Nostra, etc., enfin en utilisant les réseaux sociaux numériques à partir de l'été 2013 pour mobiliser la diaspora roumaine et faire porter leurs revendications à Bruxelles et jusqu'au siège social de la multinationale Gabriel Ressources, à Toronto au Canada. Cet appel à l'échelon européen, contre les arbitrages politiques nationaux, se traduit par une saisie de la Cour européenne de justice à Strasbourg et est suivi par un appel à l'échelon international, avec la demande de classement du site au patrimoine de l'Unesco. C'est aussi la mobilisation de ces outils numériques qui a permis aux militants roumains de faire le lien à l'échelle européenne avec le réseau des GPII, avec les activistes de Notre-Dame-des-Landes ou ceux opposés au tunnel Lyon-Turin. En 2016, le gouvernement roumain finit par reculer face à l'ampleur et à la durée des mobilisations et classe les alentours de Roșia Montană dans un rayon de deux kilomètres site historique d'intérêt national, ce qui exclut l'exploitation minière. Depuis 2016, ce gouvernement est en conflit avec Gabriel Resources devant l'International Court System (ICS), le tribunal d'arbitrage privé prévu par le traité transatlantique entre l'Union européenne et le Canada (CETA) : elle demande 4,5 milliards de dollars de dommages pour la suspension du projet minier, mais elle a été retirée de la cote de la Bourse de Toronto en 2018. La réussite de cette mobilisation multiscalair et l'apprentissage de la coordination entre une cyber-mobilisation et de multiples protestations locales, à l'échelle globale, ont été le creuset de la maturation de la société civile en Roumanie (Velicu & Kaika, 2017), où la diaspora joue souvent un rôle majeur ; le même mode opératoire a ensuite été employé dans les conflits contre la corruption.



Les outils numériques et de nouveaux dispositifs socio-techniques de participation et de collaboration ont joué un rôle clé en facilitant les changements d'échelle, à partir des marges jusqu'à la coordination à l'échelle globale d'une multitude de protestations locales ciblées, par exemple devant toutes les ambassades de Roumanie partout dans le monde, toutes les semaines pendant l'été 2013. C'est par l'articulation entre une cyber-mobilisation *via* les outils numériques et une multiplication des contestations et actions sur des terrains ciblés que le conflit a été en mesure de peser sur les décisions politiques, de remettre les marges au centre de la production des territoires. C'est ce qui a permis aux militants roumains de se coordonner avec les activistes canadiens pour faire porter leurs revendications jusqu'au siège social de la multinationale. Ou de créer le message de la composition ci-dessus, comme sur des cartes postales venues des quatre coins du monde :

« Roumains, le temps des changements est venu. Le futur nous appartient. Défendons notre patrimoine, notre histoire, notre environnement, et les habitants. Solidarité. Ensemble, mettons fin aux trahisons et à la corruption. Réveillez-vous, et impliquez-vous dès aujourd'hui. Tous ensemble, en pensées et en actions, sauvons ensemble Roșia Montană. »

RÉFÉRENCES

- Anonymous, Rufat S., 2015, "Open Data, Political Crisis and Guerrilla Cartography", *ACME*, 14(1), p. 260-282.
- Antolin-Basso D., Paddeu F., Douay N., Blanc N., 2018, « Pourquoi le débat #EuropaCity n'a pas pris sur Twitter? », *RESET*, n° 7.
- Blanc N., Canabate A., Douay N., Escobar A., Paddeu F., 2017, « Mobilisations environnementales et dynamiques des territoires: le cas de Plaine Commune, communauté d'agglomération d'Ile-de-France », *VertigO*, 17(2).
- Choplin A., Pliez O., 2018, *La mondialisation des pauvres. Loin de Wall Street et de Davos*, Paris, Seuil.
- Cardon D., Granjon F., 2014, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Douay N., 2014, « Mouvements sociaux numériques et aménagement de l'espace », *Informations sociales*, n° 5, p. 123-130.
- Mabi C., 2016, « Luites sociales et environnementales à l'épreuve du numérique: radicalité politique et circulation des discours », *Études de communication*, n° 2, p. 111-130.
- Pailloux A. L., Ripoll F., 2019, « Géographie(s) des mobilisations. Explorer la dimension spatiale de l'action collective », *Carnets de géographes*, n° 12.
- Sébastien L., Milanese J., Pelenc J., 2019, « Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires », *VertigO*, 19(1).
- Velicu I., Kaika M., 2017, "Undoing Environmental Justice: Re-Imagining Equality in the Roșia Montana Anti-Mining Movement", *Geoforum*, n° 84, p. 305-315.

L'AUTEUR

Samuel Rufat

Université de Cergy-Pontoise – Institut universitaire de France
samuel.rufat@u-cergy.fr